

AU MALI

CONSÉQUENCES DE L'INSÉCURITE SUR LA FILIÈRE LAIT LOCAL

Entretien avec Rokiatou Diallo Cissé et Aboubacar Sanogo



Depuis 2012, le Mali fait face à une crise sécuritaire qui a fortement perturbé les activités économiques du pays. La filière lait local, déjà en proie à de nombreux défis, a été particulièrement touchée.

Dans cet entretien, Rokiatou Diallo Cissé, gestionnaire de la minilaiterie *Danaya Nono* (« lait sain » en bambara) de Niono et Aboubacar Sanogo, gérant de celle de San reviennent sur les

revers provoqués par l'insécurité : arrêt de la collecte du lait, fuite des éleveurs, diminution du pouvoir d'achat des consommateurs, etc. Soutenues par Initiatives, conseils et développement (ICD) dans le cadre du programme Pafao, les minilaiteries sont parvenues à maintenir leurs activités.

LAITERIE DANAYA NONO DE NIONO

LAITERIE DANAYA NONO DE SAN



**Initiatives, conseil et
développement**

Depuis quand êtes-vous affectés par les effets de la crise sécuritaire ?

Rokiatou Diallo Cissé – Étant proches de la zone Nord (zone rouge), la crise sécuritaire affecte nos minilaiteries depuis 2019, même si elle a commencé en 2012. La production de lait, nos ventes, notre résultat, nos charges d'exploitation, etc. tous ces indicateurs ont chuté d'année en année. D'habitude, après l'Assemblée générale annuelle, les dividendes sont distribués aux associés, mais depuis la crise sécuritaire, c'est impossible. Toutes les actions entreprises sont faites de sorte à éviter de mettre la clef sous la porte. Il y a néanmoins une grande solidarité entre tous les acteurs impliqués dans les activités, et plus particulièrement le personnel de la laiterie.

Quels sont les impacts de la crise sécuritaire au niveau de la collecte du lait ?

Aboubacar Sanogo – À San, nous avons eu de forts impacts sur la collecte. Or, la collecte joue sur le tout. Avec l'insécurité, les éleveurs ont dû plier bagage et partir. Certains se faisaient enlever leur bétail, d'autres ont été tués. Le départ des éleveurs a donc créé une forte indisponibilité du lait. Les quelques éleveurs qui sont restés sont confrontés au coût très élevé de l'aliment bétail, ce qui augmente les prix de vente du lait à la minilaiterie.

Rokiatou Diallo Cissé – Dans la région de Niono, qui est en zone rouge, il y a des moments où nous n'avons aucun approvisionnement car les agro-éleveurs n'étaient plus sur place. Les animaux et l'aliment bétail ont été volés, causant une grosse instabilité dans la collecte. Nous travaillions avec quelques villages, où se trouvent nos collecteurs mais ils ne pouvaient pas se déplacer pour approvisionner la laiterie.

La crise a aussi causé des problèmes de commercialisation. Beaucoup de projets de développement ont été arrêtés et les employés ont fui. Or, ces derniers représentaient la plupart de nos consommateurs. En outre, le pouvoir d'achat des populations du Niono s'est fortement affaibli. Notre chiffre d'affaires a donc drastiquement diminué, rendant difficile le paiement du lait.

Quelles actions avez-vous développées pour tenter de maintenir les activités de votre minilaiterie ?

Aboubacar Sanogo – Nous avons essayé d'augmenter un peu le prix d'achat du litre de lait pour motiver les éleveurs. Ceci nous a permis de maintenir un minimum d'approvisionnement en lait. Grâce à l'appui du programme Pafao et l'accompagnement d'ICD, nous avons aussi essayé de diversifier la gamme de produits en proposant du *ghee*, qui grâce à une plus haute marge, nous a permis de garder des prix accessibles pour nos produits de base.



Processus de fabrication du ghee © ICD

Rokiatou Diallo Cissé – Tout comme la laiterie de San, nous avons aussi bénéficié de l'accompagnement du programme Pafao à travers ICD. Étant donné que le prix du lait a augmenté et que le pouvoir d'achat a diminué, nous avons diversifié et produit du *ghee* et du fromage. Nous avons aussi fait de la sensibilisation auprès de la population par des émissions radio pour faire la promotion de nos produits. Nous vendons du *ghee* à Bamako mais la majorité de nos ventes se font localement. Nous vendons aussi du fromage à la capitale dans les supermarchés et via l'ICD. Cependant, il a été difficile de maintenir une chaîne du froid entre Niono et Bamako, c'est pourquoi nous avons arrêté nos ventes sur ces marchés. En outre, le fromage ne fait pas partie des habitudes alimentaires des populations du Mali. C'était surtout les expatriés qui consommaient ce produit, mais il n'y en a plus aujourd'hui car beaucoup sont rentrés en Europe. Sinon, localement, nous vendons beaucoup de lait pasteurisé, de crème, et de crème sucrée.

Vous êtes-vous tourné vers d'autres sources d'approvisionnement ?



Collecteur de lait ©
Rokiatou Diallo Cissé



Transformation du lait ©
Aboubacar Sanogo

Aboubacar Sanogo – Nos sources d'approvisionnement sont à une vingtaine de kilomètres et sont toutes concernées par la même menace donc nous n'avons pas pu trouver d'alternatives. Tout le périmètre à 50 Km de San est en zone rouge. Nous commençons à contacter les éleveurs pour leur dire que la situation s'est apaisée mais ils ne sont pas encore revenus en masse. Quelques élevages de la ville nous proposent de temps à autres du lait que nous payons un peu plus cher que d'habitude. Cela n'est pas régulier et nous n'arrivons plus à maintenir la clientèle.

Rokiatou Diallo Cissé – A Niono, nous travaillons aussi avec des agro-éleveurs mais ceux-ci n'ont pas beaucoup d'animaux donc n'ont pas beaucoup de lait à nous fournir. Ceci donc a fortement réduit notre volume d'activités.

Pour maintenir quelques activités à la laiterie, nous avons payé le lait un peu plus cher aux éleveurs. Mais cela a provoqué des problèmes de fonds car nous nous approvisionnions auprès d'éleveurs urbains qui vendaient leur lait très cher (400 FCFA/L au lieu de 350 FCFA/L habituellement). En outre, il fallait assumer les coûts de collecte pour acheminer le lait car ces éleveurs ne nous livraient pas le lait.

Outre les éleveurs, le reste de la population a-t-elle dû fuir pour éviter les exactions terroristes ?

Aboubacar Sanogo – L'insécurité a surtout joué sur les éleveurs. Le reste de la population n'a pas bougé. Les éleveurs étaient ciblés pour leurs troupeaux, et la plupart se les ont faits enlever, raison pour laquelle ils sont partis.

L'arrivée au pouvoir des militaires a-t-elle permis d'améliorer la situation sécuritaire ?

Aboubacar Sanogo – Avec la junte, notre zone de San commence à être libérée. L'insécurité s'éloigne. L'armée est plus efficace, les zones sont pratiquement sécurisées, et connaissent aujourd'hui moins de soucis. Notre zone était affectée par la présence des djihadistes mais aussi des chasseurs (*Dozos*) qui faisaient de l'auto-défense. Les autorités ont pu s'entendre avec ces derniers et ceci a apaisé les tensions.

Rokiatou Diallo Cissé – Jusqu'à présent, la zone de Niono n'est pas complètement stable. Nous avons appris il y a quelques jours l'exécution d'un éleveur, donc les violences continuent. Nous espérons beaucoup de la junte militaire. Nous commençons à voir les effets positifs avec les déplacés qui reviennent peu à peu. Ceci est en partie dû à une présence plus importante des militaires maliens dans notre zone.

Cette instabilité sécuritaire a-t-elle créé des tensions au sein des différentes communautés ?

Aboubacar Sanogo – Les chasseurs (Dozos) ont provoqué de graves problèmes car ils ciblaient les Peuls et ne faisaient pas la part des choses entre djihadistes et Peuls. Ceci a créé un double problème car la majorité des éleveurs sont Peuls, donc ils étaient ciblés à la fois par les terroristes et par les chasseurs.

Rokiatou Diallo Cissé – Les Dozos pensent que tous les Peuls sont djihadistes alors que ce sont d'autres Peuls, venus des pays limitrophes, qui ont commis des exactions terroristes. Les Peuls du Mali ne sont pas responsables de ces assassinats. Ceci a créé de fortes tensions entre Peuls et Dozos. Les Peuls ne pouvaient pas se déplacer, ni voyager. Lors de contrôles routiers, les Dozos demandaient à ce que les personnes peules présentes dans le véhicule descendent, et les exécutaient.

Y-a-t-il des actions menées par les autorités locales pour apaiser ces tensions ?

Rokiatou Diallo Cissé – Pour apaiser les tensions entre Dozos et Peuls, il y a des actions de médiation menées par les autorités publiques. Les religieux aussi se sont impliqués. Beaucoup d'actions ont été menées. Cela permet d'apaiser les tensions mais de manière temporaire seulement. Mais la présence de l'armée malienne va, je pense, permettre d'améliorer les choses sur le long terme. Ils ont commencé à désarmer les Dozos, par exemple dans des villages à une quinzaine de kilomètres de Niono.

Quels sont les impacts de la crise sécuritaire sur les producteurs ?

Rokiatou Diallo Cissé – Outre la fuite des éleveurs et les tensions entre communautés, la crise sécuritaire a affecté les cultures. Beaucoup de champs de riz ont été brûlés. Ceci pose le problème d'alimentation pour les producteurs mais aussi pour le bétail qui était nourri à base de résidus de ces cultures. Le sac d'aliment bétail est aujourd'hui à plus de 10 000 FCFA, à cause de l'embargo¹. Donc les producteurs ont beaucoup de difficultés pour nourrir leur bétail. Nous avons un fonds pour leur venir en aide pour l'alimentation bétail mais nous avons été obligés de dépenser cet argent à cause de la crise sécuritaire pour faire face à nos dépenses de fonctionnement. Malheureusement, nous ne fournissons plus cet aliment bétail aux producteurs, car ce fonds n'existe plus.



Minilaiterie de Danaya Nono Niono © Rokiatou Diallo Cissé

¹ Du 9/01 au 4/07 2022, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest avait instauré des sanctions commerciales vis-à-vis du Mali suite à l'annulation des élections présidentielles par la junte militaire.

La situation tend-t-elle à s'améliorer ?

Aboubacar Sanogo – Les éleveurs commencent tout juste à revenir, car la situation est en train de se calmer. Quelques-uns sont déjà arrivés, ce qui fait redémarrer la collecte. Mais les éleveurs n'ont pas eu les moyens de préparer leurs animaux pour reprendre les activités. Ils sont donc revenus mais ne peuvent pas proposer de lait. Les animaux n'ont pas eu d'aliment bétail et nous n'avons pas les moyens pour leur en donner. Donc c'est un problème qui persiste pour le moment.

Pour faire face à l'indisponibilité du lait, du fait de la crise sécuritaire, avez-vous eu recours à la poudre de lait importée pour continuer la production ?

Rokiatou Diallo Cissé – Utiliser de la poudre de lait ne fait pas partie de nos objectifs. Nous valorisons la production locale et nous ne travaillons pas sur le lait importé car cela changerait la vision de nos entreprises.

Cependant, nous avons beaucoup de charges fixes qui jouent sur la santé financière de la laiterie (salaires, dépôt, électricité, assurances, etc.) et nous étions à court de fonds à cause des problèmes causés par l'insécurité. Comme nous avons peu de lait à disposition, et ce que celui-ci était peu dense, il nous a été recommandé d'utiliser seulement 10 % de lait reconstitué en cas de besoin. Nous y avons donc eu recours de manière temporaire, en particulier pour la crème sucrée et le yaourt, pour augmenter la densité du lait. Nous utilisons aussi la poudre pour la fabrication du lait caillé sucré, très prisé par les enfants et vendu 100 FCFA le sachet. Le lait caillé mis à part, le recours au lait importé est temporaire, jusqu'à ce que nos approvisionnements en lait local redeviennent réguliers et en quantité.



Mesure du lait après livraison © Rokiatou Diallo Cissé

En quoi le Covid-19 a-t-il affecté vos activités et comment le Coup de pouce 2020 a-t-il permis de vous aider ?

Rokiatou Diallo Cissé – Le Covid-19 a affecté nos activités parce que les gens avaient peur de sortir de chez eux, et parce que beaucoup pensaient que le lait transmettait la maladie. Ces deux tendances ont pénalisé nos ventes. Les regroupements de personnes étant aussi interdits, nous avons eu des difficultés pour organiser nos séances de sensibilisation. Heureusement, ICD, via le Coup de Pouce, nous a apporté un bon appui-conseil, et nous a permis d'acheter du lait, et de rénover nos bâtiments.

Aboubacar Sanogo – Le Coup de pouce nous a beaucoup aidé, surtout dans ce contexte de crise sanitaire et sécuritaire. Sans l'intervention d'ICD, nous n'aurions pas pu continuer. La subvention Pafao nous a permis de faire face au prix plus élevé du lait que nous collectons auprès d'autres éleveurs que ceux habituels. Elle nous a aussi permis de faire des travaux de rénovation au niveau de la laiterie et de diversifier notre gamme de produits (ghee par exemple). À San, nous étions sur le point de fermer mais grâce à ces fonds, nous avons pu rester ouverts. On a pu alléger nos coûts, et continuer à vendre au niveau des kiosques. Nous espérons que cette reprise sera définitive et que, si nous faisons de nouveau appel à un Coup de pouce, celui-ci sera davantage dédié au développement des activités de nos minilaiteries.

Propos recueillis en avril 2022 et édités par Alice Moreau (CFSI)

Pour creuser le sujet :

- Entretien – Mahamoud Sow, *Au Mali : un modèle coopératif en faveur des éleveurs*, 2020
- Entretien – Constance Koukoui, *Crise au Mali et action des collectivités locales*, 2013

Cette initiative a bénéficié d'un financement de la Fondation de France dans le cadre du programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) appels de 2018 (n°69), Coup de pouce 2020 (n°78)

Le programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) est porté par la Fondation de France et le CFSI. Il bénéficie de la contribution de la Fondation JM.Bruneau (abritée à la Fondation de France) et de l'Agence française de développement. Jafowa participe au volet capitalisation du programme. Le Roppa est membre du comité d'orientation et de suivi du programme.



FONDATION
JM.BRUNEAU
SOUS L'ÉGIDE DE LA
FONDATION DE FRANCE



JAFOWA

